



## Section Belgique - Corée



**20-24 novembre 2017**

### Mission d'une délégation parlementaire en Corée

*A l'invitation de l'Assemblée nationale coréenne (parlement unicaméral), une délégation belge a effectué une visite à Séoul, la capitale coréenne, du 20 au 24 novembre 2017. La délégation était composée de M. Roel Deseyn (CD&V), président de la section UIP Corée, de M. Werner Janssen (N-VA), de Mme Özlem Özen (PS) et de M. Brecht Vermeulen (N-VA).*

#### Lundi 20 novembre 2017

Après avoir été accueilli à l'aéroport par M. KIM GWANG LIM, membre de l'Assemblée nationale de Corée, et par l'ambassadeur belge à Séoul, M. Adrien Théatre, la délégation a reçu à l'ambassade belge un briefing par les représentants de FIT et de l'AWEX.

M. Marc De Vestele, Attaché économique et commercial, qui représente la région bruxelloise (BI&E) et la Wallonie (AWEX), a donné une présentation intitulée "*Belgian trade seen through Korean Statistics*". Cette présentation a été suivie par une autre, donnée par M. Frederik De Potter, représentant "*Flanders Investment and Trade*" (FIT).

M. De Vestele indique que tandis que l'exportation de l'UE vers la Corée a augmenté de 31,67% pour la période 2010 à 2016, celle de la Belgique a, quant à elle, diminué de 7,9 % pour la même période; la participation belge dans l'exportation de l'EU vers la Corée est passée pour cette même période de 3,25 à 2,29 %. Bien que des exemples de réussites existent, comme pour le chocolat, le marché coréen constitue un défi pour notre pays et nos exportations.

Cependant, il convient de relativiser les chiffres mentionnés parce que les firmes belges fournissent à des firmes européennes qui à leur tour exportent leurs produits vers la Corée: par exemple, Melexis livre à BMW des capteurs de colonne de direction et BMW exporte à son tour des voitures vers la Corée. L'intégration européenne est donc primordiale. En outre, un certain nombre de firmes belges ont des implantations en Corée, qui produisent des biens pour le marché mondial. L'intervenant mentionne ainsi Solvay et Umicore. Il est nécessaire de souligner que l'importation coréenne s'est intensifiée car la Belgique représente pour la Corée la porte d'entrée vers l'Europe. Quand on tient compte *et* de l'exportation *et* de l'importation, la Belgique conserve sa participation dans le commerce de l'UE avec la Corée (de 4,08% en 2010 à 4,34% en 2016).

Enfin, il faut mentionner d'importants investissements coréens en Belgique, dans le domaine immobilier entre autres (par exemple, la "*Korea Investment and Securities Company*" a acheté la Tour

bruxelloise Astro en 2016 pour un montant de 170 millions de dollar). Actuellement, il y a 18 investissements coréens en Belgique, dont celui de Hyundai à Tessenloer. Par ailleurs, certaines relations économiques n'apparaissent pas dans les statistiques d'exportation comme le commerce dans les licences et octrois de technologies, le tourisme, l'enseignement etc... A la question de savoir comment se profiler en tant que région auprès d'une firme coréenne, les représentants répondent que dans d'autres pays, il existe aussi une concurrence entre régions. Le défi est plutôt de réussir à éveiller l'intérêt des coréens pour l'Europe, car leur pays est resté pendant des décennies sous la sphère d'influence pratiquement exclusive des américains. Bien que les deux agences régionales possèdent chacune leur propre stratégie, il n'existe guère de concurrence entre les régions au niveau commercial. Dans tous les cas, le rôle de l'ambassade est essentiel pour chacune des régions.

Durant la rencontre, les participants ont également évoqué la question des freins à l'exportation, notamment celle des produits alimentaires, comme les fruits et la viande de porc.

### Mardi 21 novembre 2017

- La délégation a été reçue dans les locaux de l'Assemblée nationale coréenne (NAS) par M. KIM GWANG LIM, président du groupe bilatéral d'amitié Corée-Belgique et membre de la commission "Stratégie et Finances", et par M. JI SANG WUK, membre de la Commission des politiques nationales. La NAS est un parlement unicaméral qui compte 300 membres et 16 commissions permanentes.



M. Kim a souligné les bonnes relations entre la Belgique et la Corée, nos relations diplomatiques très anciennes et surtout le soutien des militaires belges durant la guerre coréenne. Il a fait également référence à la visite récente de la princesse Astrid accompagnée par une délégation économique importante.

Malgré la rhétorique et les tests successifs de lancements de missiles de la Corée du Nord, la péninsule est très sûre, selon M. Kim, et les Corées du Nord et du Sud continuent à négocier de manière pacifiste.

D'autres thèmes évoqués furent: la sécurité alimentaire, la représentation des femmes au parlement (à peine 15% en Corée), le vieillissement de la population, la procédure budgétaire et les prochains jeux olympiques d'hiver qui auront lieu en Corée en février 2018.

M. Kim termine en évoquant le parcours de son pays qui a évolué en l'espace de 50 ans du statut de pays bénéficiaire d'aide au développement vers celui de la 11ème plus grande économie mondiale avec un BNP de 27.000 dollar par personne (contre 40.000 pour la Belgique).

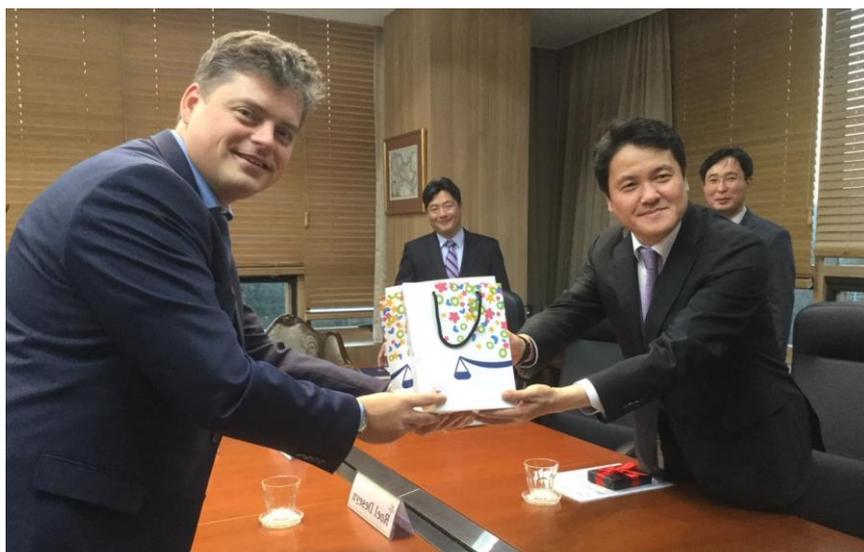
- La délégation a ensuite visité la "*Seoul Dongbu Detention Center*", la plus récente (juin 2017) et la plus grande prison (2038 détenus) de Corée. La visite s'est effectuée sous l'accompagnement de M. SHIN YONG-HAE, directeur de la prison et *Senior Superintendent General*. La Corée a 53 prisons (certaines sont gérées par le secteur privé) et 57.000 prisonniers, soit 100 prisonniers par 100.000 habitants (USA 700, Japon 45 à 50).



Dans cette facilité, 2038 détenus se partagent des cellules de 1 ,2 ,3 et 5 personnes. Il y a 466 gardiens dont 65 femmes. Ce qui a marqué les visiteurs, ces sont avant tout les infrastructures hyper- informatisées: le verrouillage des cellules se fait à distance et 800 caméras permettent une surveillance continue depuis une salle de contrôle hypermoderne. Les visiteurs qui veulent rencontrer des détenus, peuvent s'inscrire online et les prisonniers peuvent communiquer via Skype avec leurs familles.

- La délégation a ensuite effectué une visite au bureau du « *Supreme Prosecutor* » et au "*National Digital Forensic Center*". Le "*Supreme Prosecutor*" (procureur général) supervise les "*District Prosecutors*", qui peuvent réunir des informations de manière autonome. La structure dispose d'un réseau, une sorte d'intranet où toutes les données liées aux poursuites sont enregistrées électroniquement. Pour certaines grandes affaires, il peut y avoir jusqu'à 4 millions de fichiers par cas . Le software utilisé permet toutes sortes d'opérations à partir des données enregistrées.

D'autres sujets abordés, furent entre autres le rôle des preuves scientifiques et la répartition des tâches entre la police et le parquet.



Lors de la visite à la "*Cyber Crime Investigation Division*", le sujet de la coopération internationale en matière de cybercrime, notamment avec notre pays, a été abordé. Ce département a conclu un accord avec les plus importants fournisseurs de services antivirus pour lutter spécifiquement contre les "malware".

Pour clôturer la visite, la délégation a pu découvrir le laboratoire où les tests ADN sont effectués.

### Mercredi 22 novembre 2017

- Dans la matinée, la délégation a pu visiter le monument érigé à YONGSAN pour les belges morts au combat pendant la guerre coréenne. Après y avoir déposé une couronne, la délégation a visité le "*Freedom Protection Museum*" où la participation des forces étrangères, dont les militaires belges, à la guerre de Corée est documentée.



- Dans l'après-midi, la délégation a pu visiter la zone démilitarisée à PAMUNJOM. Cette zone entre la Corée du Nord et la Corée du Sud forme une ligne de démarcation sur la 38<sup>ème</sup> parallèle. Elle a été créée après l'armistice signé avec la Corée du Nord. Elle est gardée par des militaires des Etats-Unis et de la Corée du Sud, qui y sont présents sous mandat des Nations-Unies. (*UNCMAC : United Nations Command, Military Armistice Commission*).

Quand le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes attaquent le Sud, le pays demande l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Après un blocage initial de la décision par Staline, une force d'intervention est mise en place avec le soutien de 52 pays sous mandat des Nations Unies. 21 pays enverront des militaires et participeront à la mission.

Après une guerre sanglante avec le Nord soutenu par des troupes chinoises, l'armistice sera conclu en 1953 mais aucun traité ne sera jamais signé.

La délégation a d'abord reçu un briefing de M. AKIHIRO SANYO, capitaine dans l'armée américaine et détaché à l'UNCMAC. Il leur fournit des informations détaillées sur l'origine et l'évolution du conflit militaire, sur la mise en place de la force de paix de l'ONU, ainsi que sur la situation actuelle. Après la présentation, la délégation a pu visiter des postes d'observation d'où ils ont reçu des explications sur les différentes attaques menées par les militaires nord-coréens au cours des années. La délégation a pu également visiter un tunnel souterrain qui fut creusé secrètement par la Corée du Nord après la guerre et qui fut découvert par hasard. Le plan (qui a été déjoué) était de prolonger le tunnel jusqu'à Séoul et d'envoyer des milliers de militaires pour une attaque surprise sur la capitale.



*La délégation à la frontière avec la Corée du Nord.*

## Jeudi 23 novembre 2017

- Dans la matinée, la délégation s'est rendue à la "*Pan-Gyo Techno Valley*", à une heure de route de la capitale. Il s'agit d'un "*Global Innovation Cluster*", qualifié par les Coréens comme la "*Global Mecca of Advanced IT-technology*", où l'état a construit des infrastructures pour y réunir des entreprises innovantes. Actuellement, 72.820 travailleurs y sont actifs dans 1.121 entreprises. La "*Startup Campus*" a pour but le renforcement de partenariats et de recherche conjointe entre les entreprises, les universités et les instituts de recherche. Il s'agit d'un incubateur dont le but est de favoriser au maximum l'innovation.

La délégation a été reçue par M. HONG SUN SIN, *chef d'équipe du "Gyeonggido Business and Science Accelerator"*, qui a donné une présentation PowerPoint. La *Pan-Gyo Techno Valley* fait partie d'un choix des autorités pour développer tout ce qui est high-tech. Ce choix remonte à 10 ans quand la Corée a été confrontée d'une part à la technologie japonaise de pointe et d'autre part aux forces de travail chinoises bon marché. Ce choix aurait généré un revenu de 70 milliards de won coréen pour les entreprises coréennes: ce montant excède la totalité de l'exportation d'autos et de smartphones coréens.

Dans la discussion qui a suivi, l'intervenant a précisé que ce projet d'infrastructure d'envergure est géré par l'autorité locale avec l'appui financier de l'autorité centrale.

A la question de savoir combien de temps les start-ups peuvent bénéficier gratuitement de ces services, l'intervenant confirme qu'un « risque moral » (*moral hazard*) peut se présenter. Le centre existe maintenant depuis 3 ans et tout est encore gratuit. En principe, on contrôle tous les 6 mois si les entreprises répondent encore à tous les critères. Elles peuvent recevoir de l'aide pendant maximum 2 ans.

Les start-ups étrangères sont aussi les bienvenues: ainsi en 2016 par exemple, deux entreprises belges ont pu y travailler pendant trois mois et leurs salaires ont été payés par les autorités coréennes.

A la question de savoir quel pourcentage des start-up sont susceptibles de connaître le succès, l'intervenant indique qu'il est difficile d'y répondre: des 22 entreprises qui se sont installées ici ces deux dernières années, 3 montrent un haut potentiel de développement.

Ensuite, la délégation a effectué une visite à l'exposition permanente des dernières technologies avec une démonstration de quelques réalisations, dont celle d'un capteur qui peut mesurer en deux secondes le taux d'humidité du visage et fournir des conseils sur les produits de beauté adaptés; ou encore des lunettes pour aveugles qui à l'aide d'un signal sonore peuvent indiquer s'il y a un obstacle à gauche ou à droite.

- Dans l'après-midi, la délégation a visité un village rural dans la province de SOUTH CHUNGCHONG. Depuis 1960, la population rurale a diminué de 80 % à cause de l'urbanisation. Comme presque tous les jeunes quittent la campagne, le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire y a diminué de 93 % (15 fois moins). Par conséquent, le vieillissement de la population constitue un problème majeur dans les régions rurales; plus de 90 % des fermiers ont plus de 50 ans. En outre, il s'agit principalement de très petites exploitations de moins de 1 hectare. Des initiatives locales et nationales ont été mises en place pour soutenir la création d'entreprises agricoles, comme la culture de légumes sous serre (visitée par la délégation) ou des camps pour les enfants des villes montrant un intérêt pour l'agriculture. La délégation a aussi visité dans la foulée une boulangerie (à base de farine de riz), un magasin de seconde main, et une école chrétienne organisée autour de l'agriculture organique et du travail coopératif.

## Vendredi 24 novembre

- Dans la matinée, la délégation a visité une exposition interactive dans la "Hyundai Motor Studio" à GOYANG CITY, le plus grand parc à thème automobile de Corée.



La délégation a été reçue par M. DONG WOOK KIM (*Vice-President - External Affairs Team*). Les sujets abordés concernaient : le nouveau modèle Genesis qui sera introduit en 2019 en Europe comme concurrent de BMW; les activités du groupe Hyundai dans le domaine des batteries et des "fuel cells" ; la propulsion électrique et les carburants alternatifs comme l'hydrogène ; et les voitures sans chauffeur.

Après la visite de l'exposition éducative, les membres ont reçu une brochure intitulée *'The economic and societal contribution of Hyundai and Kia in Europe'*.

Les constatations principales de cette étude rédigées par la société de consultance LE Europe:

- plus de 390.000 travailleurs doivent leur travail à la présence de Hyundai et de Kia en Europe;
- en incluant les droits de douane, les taxes de vente et les impôts sur les revenus, Hyundai et Kia ont payé 2,5 milliards d'euro d'impôts aux états européens en 2016;
- la production directe de Hyundai et de Kia a généré une valeur ajoutée de 10,5 milliards d'euro pour l'économie européenne

- Dans l'après-midi, la délégation a effectué une visite au quartier général de la police nationale pour un briefing sur leur "Face Recognition Camera System".



La délégation a été reçue par M. YOUNG JAE-KO, *Superintendent, Criminal Analysis Division*, qui a souligné l'importance de la recherche scientifique pour la collecte de preuves. Les autorités espèrent que grâce au système développé par la Corée, le *3D Face Recognition System* (reconnaissance faciale), le système actuel 2D sera remplacé par ce système en 3 dimensions qui scanne les visages au moyen de caméras spéciales. Entretemps, les photos 2D sont converties à un rythme rapide. Bien que le système ne soit qu'en phase initiale, 7 criminels ont pu être appréhendés grâce à ces images. Seules les photos de criminels condamnés peuvent être enregistrées dans la base de données en raison des droits sur la vie privée, ainsi que les photos des détenus, le cas échéant même avant leur procès. La technologie a été entièrement développée en Corée avec la collaboration du KIST (*Korean Institute for Science and Technology*) et l'accès à la banque de donnée est strictement réglementé.

En réponse à la question d'un membre de la délégation, l'intervenant confirme que le système ne peut pas reconnaître de nouveaux criminels mais si la population et l'Assemblée nationale l'approuvent, il serait possible d'élargir la banque de donnée de reconnaissance faciale à toute la population, car selon lui, une simple recherche dans une telle base de donnée ne constitue pas une menace contre la vie privée.

- Enfin, la délégation a visité la "*Incheon Free Economic Zone*", située sur la côte près du port d'Incheon, à 15 km de la métropole Seoul, porte d'entrée vers 23 millions d'habitants. Il s'agit de terres gagnées sur la mer (d'une superficie totale de 123 km<sup>2</sup>) et la plupart des bâtiment (tours) ont moins de 5 ans. Il s'agit d'une implantation pour les activités économiques et d'affaires pour investisseurs étrangers, à qui des conditions très attractives sont offertes. Les activités de construction sur le site sont en cours jusqu'en 2022.

Un des projets majeurs dans ce nouvel espace urbain est la “*smart city*”, où l’intégration et la connectivité électroniques permettent d’offrir un certain nombre de services « intelligents » (*smart services*) comme: des services de trafic (informations en temps réel), la prévention de crimes (grâce aux caméras), la prévention de désastres (grâce à des capteurs et des caméras qui enregistrent en temps réel les informations sur le feu par exemple), la gestion de l’environnement (par le monitoring continu des conditions atmosphériques par des capteurs) etc.

La délégation a enfin effectué une visite au ‘*Incheon Global Campus*’. Il s’agit d’un projet coréen pour renouveler l’enseignement en vue de former une future génération de dirigeants, dans le domaine de l’enseignement, de l’économie, de l’industrie, de la culture et de l’art. Grâce à un investissement de 1 milliard de dollar, le site ambitionne d’attirer 10 universités étrangères prestigieuses. La délégation a été reçue par M. KIM KI-HYUNG, directeur général de la *Incheon Global Campus Foundation*.

Actuellement, 4 universités sont implantées sur le site, comptant 1700 étudiants de 37 pays: State University of New York, George Mason University, Ghent University Global Campus et University of Utah. L’université de Gent offre depuis 2014 sur le campus des programmes en biotechnologie moléculaire, en la technologie environnementale et en technologie alimentaire, selon un cursus identique à celui offert à Gand.

Enfin, la délégation a été reçue par le professeur TAE JUN HAN, vice-président de la *Ghent University Foundation*, qui voyage fréquemment à Gand et qui a offert un dîner d’adieu à la délégation.

